

Texte 1 : Anti-oppression, intersectionnalité et front-line struggles

Ce document est un travail en cours de réalisation. SVP, ne pas le faire circuler. Si vous souhaitez citer certaines idées proposées, utilisez la référence suivante:
Collectif de recherche sur l'autonomie collective (2011). *Intersectionnalité, anti-oppression et 'front lines struggles'*. Document de travail soumis à une recherche du CRAC, 12 et 13 février 2011, Québec.

Dans certains de ses travaux, le CRAC a discuté de l'existence d'une culture politique qui définit l'anarchisme contemporain. Un des éléments-clés de cette culture est la prise de position contre toutes les formes d'oppression, d'exploitation et de domination, c'est-à-dire la compréhension que ces systèmes interagissent ou s'imbriquent pour créer des conditions de vies et des prédispositions sociales qui sont stratifiées. Mais...

- Comment peut-on véritablement appliquer ces principes dans nos pratiques militantes en dépassant la simple énumération des oppressions sous forme de liste d'épicerie?
- Comment réussir à bien expliquer les réalités sociales qui sont vécues aux intersections ou aux points de jonction des oppressions?
- Comment dealer avec les émotions qui sont suscitées par des réflexions liées aux dynamiques de pouvoir, au privilège et à l'oppression? (ex. déni, être sur la défensive, culpabilité, colère, etc.)
- En somme, quel est votre expérience avec ces principes et pratiques? Quels sont les défis que vous rencontrez au quotidien? Quels trucs avez-vous développés pour les mettre en application?

Ces questions seront au cœur des discussions sur ce thème. Nous vous proposons ci-dessous des pistes de réflexion qui émanent de nos recherches, particulièrement des données recueillies auprès de féminismes antiautoritaires impliqués dans les réseaux radicaux, anti-racistes et anticoloniaux.

1. Intersectionnalité ou anti-oppression : quelques éléments de définition

★ Comprendre la diversité des situations d'oppression

L'oppression peut être définie comme un pouvoir illégitime institutionnalisé, construit et perpétué à travers l'Histoire. Elle confère à certains 'groupes sociaux' une domination illégitime sur d'autres 'groupes sociaux'¹.

L'extrait suivant nous donne un aperçu de l'infinie multiplicité des positions sociales qui peuvent générer des situations d'oppression : « (le genre), la race, la couleur de la peau, l'âge, l'ethnicité, la langue, l'ascendance, l'orientation sexuelle, [*les pratiques sexuelles, ajoutées par nous*], la religion, la classe socioéconomique, les compétences, la culture, l'emplacement géographique, et le statut en tant que migrante, personne autochtone, réfugié-e, personne déplacée à l'intérieur de son propre pays, enfant ou

¹ Les définitions de cet atelier proviennent d'un atelier sur l'anti-oppression fait par Nathalie et Tasha, QPIRG-Concordia, n. d.

personne vivant avec le VIH/sida, dans une zone de conflit ou sous occupation étrangère, **déterminent ensemble le statut social d'une personne**²".

Certaines de ces oppressions sont érigées en systèmes : on parle alors de sexisme ou de patriarcat, de capitalisme, d'impérialisme, de capacitisme, de racisme, de colonialisme, d'hétéronormativité ou d'âgisme. Le fait de s'opposer à ces systèmes fait partie des bases d'affinités informelles ou des bases de principes plus formelles des groupes anti-autoritaires.

★ Analyser les relations entre les diverses oppressions

Les relations et le renforcement mutuel des situations d'oppression est entre autres analysé par l'approche dite intersectionnelle (on parle d'intersectionnalité). Cette analyse propose que tous les systèmes d'oppression sont imbriqués, c'est-à-dire que les réalités des personnes sont façonnées par l'interaction simultanée d'une multiplicité de dynamiques sociales, culturelles, économiques et politiques. Malgré la pertinence théorique de ce concept, on remarque toutefois qu'il est souvent utilisé par des «spécialistes» déconnectés du terrain et qui cherchent à comprendre l'oppression en s'attardant surtout aux vécus des personnes « marginalisées ».

De plus en plus de militant.es (notamment du milieu anglophone) préfèrent utiliser le terme «anti-oppression» pour expliquer cette reconnaissance des effets et impacts des multiples oppressions. Ce terme aurait l'avantage de permettre de travailler la question des privilèges dans une société stratifiée, c'est-à-dire de partir de la reconnaissance des différentes 'positionnalités' sociales des individus qui leur confèrent des statuts de pouvoir, pour ensuite mettre en pratique leurs énergies et ressources dans la lutte contre les systèmes d'oppression.

★ Que voulons-nous donc dire par anti-oppression?

Tout comme l'intersectionnalité, l'approche anti-oppression est une analyse des systèmes de pouvoir qui créent des inégalités et des injustices dans le monde. En version simplifiée, on comprend que, dans la société, certains 'groupes' ont la mainmise sur le pouvoir alors que d'autres 'groupes' sont soumis ou assujettis à ce pouvoir. L'analyse anti-oppression permet ainsi de mieux comprendre la société, l'histoire, les événements d'actualité d'ici et d'ailleurs, les dynamiques dans nos milieux de travail... et dans nos milieux d'organisation...

Selon un atelier monté par le QPIRG-Concordia, le désir de militer dans une perspective anti-oppression doit prendre comme point de départ la **prise de conscience de nos propres « nous-mêmes »** ('soi-mêmes', 'soi', *our selves*) dans le monde et comment nous jouons un rôle dans plusieurs relations d'oppression. Ce rôle joué peut être

² AWID, cite in MORRIS, Marika et Bénita BUNJUN (2007). Faire de la recherche avec les cadres d'analyse féministe intersectionnelle. Pour saisir la complexité de la vie des femmes. Ottawa, Institut de recherche sur les femmes (en ligne) : <http://criaw-icref.ca/fr/faire-de-la-recherche-avec-les-cadres-danalyse-f%C3%A9ministe-intersectionnelle-pour-saisir-la-complexit%C3%A9>: 5.

compris comme étant les privilèges (in)visibles octroyés de facto par notre ‘soi’, ou notre positionnalité sociale (*‘social location’*). En identifiant d’emblée ces positions de pouvoir que nous pouvons avoir et leur stratification (c’est-à-dire le fait que ces positions s’additionnent, se superposent les unes aux autres et confèrent alors encore plus de pouvoir), l’analyse anti-oppression nous permet d’**identifier les privilèges dont nous tirons bénéfices** et de voir comment ceux-ci se renforcent mutuellement. Ceci implique de rendre visible les mécanismes du pouvoir qui sont à l’œuvre aux points de jonction des divers systèmes d’oppression, afin de pouvoir les combattre.

Il ne s’agit donc pas d’additionner des enjeux liés au genre, à la ‘racisation’, aux pratiques sexuelles ou à l’âge, mais bien de comprendre que ces différentes positions, mises ensembles, créent une situation où une personne est susceptible de vivre les effets simultanés des oppressions. Cette analyse s’applique ainsi à **la lecture de la conjoncture** pour nous emmener à **choisir** de concentrer nos actions sur certains enjeux. Par exemple, plusieurs militant.es qui adhèrent à cette perspective décident de faire du travail de solidarité avec ceux et celles qui sont dans les luttes de front (*front lines struggles*).

2. *Solidarity work with folks in front line struggles*

★ Une lecture des enjeux...

Cette compréhension des réalités sociales vécues amène les anti-autoritaires à reconnaître et à identifier leur position dans ces systèmes de domination, donc à prendre conscience de leurs privilèges dans une société stratifiée. À ce sujet, rappelons-nous qu’une grande majorité de militant.es anti-autoritaires sont des personnes instruites, blanc.he.s ayant un statut de résident ou de citoyen canadien... En plus de nous fournir des outils pour analyser la conjoncture et comprendre les luttes à mener, l’analyse anti-oppression donne des pistes l’identification des actions et la mise en pratique de nos luttes, à savoir comment il faut agir concrètement sur les enjeux que nous retenons.

★ Comment ça se traduit dans nos luttes?

Les anti-autoritaires avec une sensibilité pour le cadre anti-oppression considèrent qu’il est important de reconnaître que toutes les luttes menées par et pour des personnes, communautés et peuples opprimé.es sont aussi les leurs, et vice-versa. Concrètement, il s’agit de soutenir ces luttes, en choisissant, s’il y a lieu d’utiliser de ses privilèges pour ce faire, tout en respectant le leadership des personnes directement concernées.

★ Articulation sur le terrain:

- Plusieurs militant.es (incluant des pro-féministes) choisissent de **s’investir en premier lieu au sein des multiples comités de soutien** à des personnes menacées de déportation, soutien aux familles de jeunes personnes racisées tuées ou brutalisées par la police, soutien aux luttes des autochtones d’ici ou d’ailleurs, soutien aux prisonnier.es, etc.
- Il est pratique courante que des groupes d’affinités **endossent et soutiennent les idées, activités ou actions de rue de groupes travaillant sur des luttes de front, même si ce ne sont pas leurs enjeux de lutte au** (en apposant leur signature sur des déclarations publiques; en aidant avec la promotion; en facilitant l’accès aux ressources; etc.).

- Pour certains groupes, ce travail de solidarité est **plus explicite et intentionnel que pour d'autres**. Par exemple, Q-Team, un groupe de *radical queers*, à partir d'une analyse de la conjoncture, des demandes, des positionnalités de chacun.e des membres, va prioriser certaines luttes de solidarité anti-raciste/anti-colonial et anti-impérialiste (ex. Queers against israéli apartheid). Un autre exemple est PolitiQ, qui lutte contre l'hétéronormativité et l'homonormativité en soutenant les transexuelLEs et transgenres (PolitiQ) ou en soutenant les travailleurs/travailleuses du sexe, (puisque toute personne défendant ses droits devrait avoir une voix).
- Il s'agit donc de **prendre acte de sa position de privilège** et de **se positionner en tant « qu'allié.e »** à une lutte menée par les personnes directement concernées (aider avec des tâches d'exécution derrière la scène; dépendant de la situation, ne pas s'afficher explicitement). Concrètement, par exemple, un groupe de *radical queers* qui est composé majoritairement de personnes blanches et scolarisées va, suivant cette analyse, toujours **chercher à intégrer dans son répertoire d'action du travail de solidarité sur des luttes de front**.

★ **Des ingrédients-clés de la pratique anti-oppression :**

- **Avoir conscience que nos sociétés sont basées sur l'appropriation du pouvoir...** Dans cette perspective, le pouvoir renvoie à la mise en application des privilèges avec l'intention ou l'effet de conserver ces privilèges et de maintenir en place le modèle global de distribution de ces privilèges.
- **Prendre acte de ses positionnalités :** de ses privilèges, de ses oppressions...
- **Ce que nous entendons par privilège**
 - Droits, faveurs, avantages ou pouvoir que TOUS les membres d'un groupe dominant (ex. hommes, blanc.he.s, hétéros) reçoivent, par le biais des institutions de la société et de la culture. Les privilèges sont liés aux normes, aux statuts et aux pouvoirs.
 - Privilèges et oppressions peuvent exister et existent chez une même personne.
 - Plus un individu/groupe possède de privilèges, plus il possède de pouvoir.
 - En tant que membres des groupes privilégiés, nous bénéficions d'avantages systémiques desquels nous ne sommes souvent pas conscient.es, *parce qu'on nous dit de ne pas en parler...*

★ **Si je prends acte de mes positionnalités, qu'est-ce que ça implique?**

Ceci implique tout un travail d'autoréflexion et d'auto-formation. Certains outils développés par des féministes par le passé ont été dépoussiérés, renouvelés et adaptés par des antiautoritaires (ex. la ligne du pouvoir, les ateliers sur la suprématie de la blancheur, le langage de domination).

- Pour certaines personnes, ceci implique également de **revendiquer à partir de sa position sociale**, d'agir en tant que 'nous' tactique pour lutter contre les systèmes dominants, par exemple femmes, queers, POC, sans statut, disabled people, etc.

- Pour d'autres, cela implique **de prendre une position « d'allié.e »**: malgré que le terme puisse être problématique, il renvoie au fait d'agir en solidarité avec ceux et celles directement affectés par une situation.
- **Cette position d'allié.e implique de sortir de sa zone de confort** : il faut sortir intentionnellement de la zone, du milieu ou des espaces dans lesquels nous vivons en conformité avec les privilèges inhérents à notre groupe social « d'appartenance ». Ceci implique, selon notre compas éthique et notre lecture des enjeux sociaux, d'aller vers diverses communautés vivant les effets de la stratification pour agir auprès d'elles/eux. **On parle donc de faire du travail de solidarité avec ceux directement affectés.**
- **En fonction de la situation, se mettre en position d'allié-e, sans toutefois s'effacer.** Il s'agit de trouver un équilibre délicat entre jouer un rôle de soutien (agir en fonction des besoins identifiés par les personnes directement concernées) et jouir des possibilités de décider de son action. Être un.e allié.e est une prise de conscience de notre propre pouvoir et de nos privilèges et un engagement de l'utiliser ou non (selon si c'est approprié ou pas) afin de soutenir des communautés opprimées dans leurs luttes (autant individuelles que celles de communautés plus larges).

Ça ne veut pas dire :

- De s'immobiliser, mais plutôt de nous *empower* afin d'être de meilleur.es allié.es
- Que ce sont des règlements ou des conventions : ce sont plutôt des outils!
- **Organiser là où les gens sont.** Du côté des antiautoritaires anglophones, on parle de *community-based work*. Ceci peut vouloir dire travailler parfois de proche avec des groupes communautaires ou mouvements sociaux plus *mainstream*; avec des fonctionnaires de l'État; dans des sous-sols d'église. Ceci peut aussi vouloir dire laisser son drapeau noir et ses grands discours révolutionnaires à la maison.
- **Faciliter l'accès aux ressources.** Afin de faciliter la participation des personnes directement concernées, il est important de créer des espaces les plus accessibles possible : garderie, nourriture, traduction vers plusieurs langues, rampes d'accès et aménagements adaptés aux personnes ayant des handicaps, toilettes neutres, etc.
- **Se donner les moyens d'un vivre ensemble en cohérence avec les valeurs antiautoritaires.** Prendre acte de sa positionnalité n'est souvent pas assez pour changer ses comportements et pour faciliter la construction de rapports interpersonnels non-hiérarchiques. Cet apprentissage continu est facilité quand les « vraies choses » sont nommées et discutées. On remarque que les groupes et individus le font de diverses façons :
 - **Informelle**
Par affinités : on s'entend, on partage des valeurs, des façons de faire, des analyses, des sites web, des outils que tout le monde lit de façon individuelle... Il y a une fluidité entre nous afin d'agir selon un ensemble de valeurs

communes... Et il y a possibilité dans l'informel «*to be called on your shit*»!
Comme on partage une même culture politique, on n'a pas nécessairement besoin de mettre en place et de formaliser les pratiques et outils... Il y a un processus assez organique.

- **Formelle**

D'autres rendent ces moyens plus formels (mécanismes, outils) : par des moments d'**auto-formation**; des ateliers anti-oppression, le partage des habiletés (*skills*), la rotation des tâches afin d'éviter la spécialisation et la centralisation du pouvoir, etc. Lors de moments de **réunions** : par des check-in/check-out lors des réunions, des tours de parole première/deuxième intervention, alternance des tours de parole selon les 'positionnalités', gardien(ne) du ressenti, etc.

- **On remarque aussi que certains facteurs influencent le fait ou la nécessité de**

rendre formels des outils et des mécanismes :

- **La quotidienneté** : le fait de vivre ensemble ou de partager plus intimement un espace nous emmène à définir davantage des éléments de 'vivre-ensemble'.
- **Les moments de convergence** : rassemblement de divers groupes dans une même consulta, chacun avec ses pratiques... alors on définit des pratiques communes en commençant la campagne...
- **Lorsqu'il y a existence d'un problème et qu'il est nommé** : on s'assure alors ensemble d'aller chercher des outils pour régler ce problème.

3. Synthèse

- ★ L'anarchisme contemporain – qui soutient les projets d'auto-organisation et d'auto-détermination des individus et collectivités – est un processus de transformation sociale et politique qui **cherche à travailler par dissémination, contamination ou pollinisation.**
- ★ Par conséquent, le modèle de **persuasion idéologique n'est plus celui** à partir duquel les relations de travail et de soutien s'établissent : on ne veut pas nécessairement convaincre les autres de nos idées par le biais de la propagande ou de la rhétorique, mais plutôt à travailler ensemble sur divers enjeux en fonction des valeurs qui nous sont chères.
- ★ Ces moments d'organisation et de travail ensemble sont des moments vécus, **des expériences pratiques**, qui font en sorte que nous apprenons à interagir et à nous organiser selon notre 'compas éthique'.
- ★ La **mise en pratique de l'analyse anti-oppression** est un exemple tout à fait approprié de ce **processus de transformation.**